

Questions orales

M. William O'Neil a été le premier commissaire de la Garde côtière canadienne et il a exercé les fonctions de président de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent au cours des 10 dernières années. Sa nomination au poste de secrétaire général de l'OMCI tient à la crédibilité dont il jouit dans les milieux maritimes internationaux et donne également une haute idée de l'excellente réputation du Canada en tant que défenseur de la cause d'une navigation maritime plus sûre et des océans plus propres.

* * *

L'AGENCE SPATIALE

LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, je désire répondre à certaines observations que le premier ministre (M. Mulroney) a faites à la presse, hier, au sujet du refus de nombreux scientifiques de suivre l'agence spatiale.

Aucun gouvernement ne prendrait une décision dans le domaine médical sans consulter la profession. Personne n'envisagerait de modifier le système juridique sans consulter des juristes. Le gouvernement nous a démontré qu'il ne prenait jamais de décision au sujet du milieu des affaires sans consulter ce milieu. Alors pourquoi le premier ministre traite-t-il avec autant de mépris les scientifiques qui ne réclament que le droit de bénéficier des mêmes prérogatives?

Monsieur le Président, le premier ministre a dit également qu'il n'était pas inquiet du fait que seulement 4 des 56 scientifiques qui travaillent présentement à Ottawa sont prêts à déménager à Saint-Lambert, et qu'il y a beaucoup de gens qui sont prêts à relever le défi.

[Traduction]

J'invite le premier ministre à revenir à la réalité, une réalité où des universités insuffisamment financées essaient malgré tout de former des scientifiques, un monde où les scientifiques expérimentés sont tellement difficiles à trouver qu'ils n'ont pas à tolérer le mépris aveugle de politiciens opportunistes. Il y a d'autres endroits où ils peuvent aller et où ils iront si le gouvernement ne reconnaît pas leur droit de participer aux décisions qui les touchent ainsi que leur famille.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE MATCH DE BASEBALL ANNUEL

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, le conflit entre l'âge et la beauté a connu un sommet, hier soir, quand les députés ont affronté les pages au baseball.

Pour la première fois en 11 ans, les députés ont décidé de laisser les pages gagner. Le lanceur de départ, le député de Kitchener (M. Reimer) nous a donné une avance de 12 à 2 sur les pages, mais le célèbre «terminator» de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine (M. Gray) a laissé fondre l'avance des députés et il a dû subir sa première défaite de la saison par le compte de 14 à 13. Lawrence le superpage Weiner a compté le but vainqueur. Le page Petra Kuret a glissé jusqu'au marbre pour compter à la fin de la neuvième manche.

La partie opposait 35 pages à une faible équipe de 22 députés rondouillards et en mauvaise forme. Le capitaine Richard Gabruch a conçu la stratégie complexe qui a permis aux pages de remporter la victoire par une faible marge. Le député de Lethbridge (M. Thacker) a agréablement résumé la partie en disant que les bons ne perdent pas toujours.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENTON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERDIRE
L'EXPORTATION DE PÉTROLE À PARTIR DU PORT DE
VANCOUVER

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, en cette semaine internationale de l'environnement, alors que le premier ministre parle de l'environnement à Vancouver, j'avais quelques questions à poser au ministre de l'Environnement.

Après les déversements de Gray's Harbour et de l'Exxon Valdez, le ministre de l'Environnement a refusé l'enquête publique que nous demandions. Il dit que nous aurions plutôt une enquête bureaucratique «brève, rapide et énergique». Il doit savoir que le conseiller de la Colombie-Britannique en matière de déversements pétroliers vient de réclamer l'interdiction totale des exportations de pétrole à partir du port de Vancouver. Puisqu'il a refusé l'enquête publique que nous demandions et qu'il va faire étudier le dossier lui-même, peut-il nous donner maintenant la réponse rapide qu'il nous avait promise et nous dire ce qu'il pense de la solution proposée par le conseiller de la Colombie-Britannique, l'interdiction de toutes les exportations à partir du port de Vancouver?